

IRAK

«Le temps des pressions américaines est passé», affirme Maliki

Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a demandé hier aux Etats-Unis de cesser de considérer son pays comme étant encore sous tutelle, affirmant sèchement que son gouvernement savait ce qu'il avait à faire.

«Le temps des pressions sur le gouvernement irakien est dépassé, et ce dernier sait quelles sont ses responsabilités», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune avec le président français Nicolas Sarkozy, en visite surprise à Bagdad.

M. Maliki a exprimé son agacement après des propos du vice-président américain Joe Biden, qui avait exigé vendredi de Bagdad la mise en œuvre des réformes politiques. «S'il y a des demandes pour des réformes politiques, c'est du

ressort du gouvernement, du Parlement irakien et des forces politiques», a-t-il souligné. «C'est nous qui avons pris l'initiative de la réconciliation nationale et nous avons affirmé que, sans la réconciliation nationale, il n'y aurait pas de sécurité dans le pays», a-t-il dit.

«D'ailleurs, a-t-il ajouté, la réconciliation nationale a réussi en Irak. Nous sommes à la dernière étape de cette réconciliation.» M. Biden avait assuré que les Etats-Unis allaient être «plus exigeants» avec les Irakiens,

afin de les «pousser à s'occuper» des questions politiques.

Les dirigeants irakiens n'ont «pas encore pris de dispositions ensemble» pour mener à bien les réformes politiques, avait-il affirmé dans un discours devant les élus démocrates réunis à Williamsburg, en Virginie, dans l'est des Etats-Unis.

«Notre Administration va devoir être profondément impliquée, pas seulement pour respecter l'engagement que nous avons pris de retirer nos troupes d'une manière méthodique, comme nous l'avons dit», avait-il ajouté. Les Etats-Unis souhaitent que l'Irak avance notamment sur la question d'une meilleure répartition des

pouvoirs entre ses communautés et sur la loi sur le pétrole. Le processus est bloqué car le Parlement irakien n'arrive pas depuis plusieurs semaines à se mettre d'accord sur le nom de son président, poste qui revient normalement à un sunnite.

M. Maliki a, en outre, souligné que son gouvernement avait dû remédier à ce qu'il considère comme des erreurs commises par le consul américain Paul Bremer juste après l'invasion en 2003. «Nous avons réussi à régler des problèmes qu'il avait créés, comme le démantèlement de l'armée et d'autres institutions.» Ces décisions, qui entraînent dans le cadre de la lutte contre la débaussification, du nom du

parti Ba'as de Saddam Hussein, ont eu des repercussions néfastes car il a fallu reconstruire de zéro les organes de sécurité et les institutions publiques.

Pour marquer son indépendance, M. Maliki s'appuie notamment sur l'accord de sécurité avec les Etats-Unis, adopté définitivement fin novembre et qui redonne à l'Irak toute sa souveraineté, faisant de Washington un allié, et non plus un mentor.

Même si les Etats-Unis jouent toujours un rôle prépondérant sur le plan de la sécurité, le Premier ministre se sent aussi légitimé par le résultat des élections provinciales du mois dernier, qui a donné une majorité à sa liste.

SRI LANKA Les rebelles tamouls ont abattu 19 civils, accuse l'armée

Dix-neuf civils fuyant les combats au Sri Lanka ont été tués hier par les rebelles tamouls, a accusé l'armée qui mène son offensive finale contre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), acculés dans un recoin de jungle dans le nord-est de l'île. Soixante-neuf Tamouls ont également été blessés, parmi lesquels 27 femmes et 11 enfants, a affirmé le porte-parole de l'armée, le général Udaya Nanayakkara.

Ceux qui ont échappé à cette attaque présumée sont arrivés à un poste de contrôle militaire et ont raconté que les Tigres avaient ouvert le feu sur une colonne de 1 000 personnes tentant de franchir la ligne de front, a dit l'officier.

Ces personnes «transportaient des cadavres et des personnes blessées par balles», a indiqué le militaire en précisant que 12 hommes, femmes et 2 enfants avaient été abattus.

Quelque 25 000 civils tamouls ont fui depuis près d'une semaine la zone de guerre, mais 100 000 seraient encore coincés et serviraient de «boucliers humains» aux insurgés, affirme l'armée.

«De plus en plus de gens se réfugient de notre côté», en territoire gouvernemental, tandis que «les Tigres tirent des obus de mortier sur les routes empruntées par les civils qui veulent échapper aux combats», a assuré le général sri-lankais.

Renvoyant les deux camps dos à dos, l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) estiment qu'environ 200 000 résidents tamouls seraient pris au piège des accrochages et que «plusieurs centaines» ont déjà été tués depuis le 1^{er} janvier.

Les assertions des militaires ou de leurs adversaires sur le sort des civils, sur les mouvements de populations ou sur les percées de l'armée en territoire rebelle sont invérifiables : aucun journaliste n'a accès à la zone du conflit et seuls quelques employés du CICR peuvent s'y rendre.

Alors que les LTTE ont quasiment perdu la guerre dans le nord-est du Sri Lanka, une femme kamikaze appartenant à la rébellion s'était fait exploser lundi à l'entrée d'un camp de réfugiés tamouls dans un secteur dont les troupes de Colombo viennent de prendre le contrôle.

Trente personnes ont perdu la vie dans cet attentat-suicide.

AFRIQUE DU SUD

Élections générales le 22 avril

Les prochaines élections générales en Afrique du Sud, qui devraient être les plus disputées depuis le premier scrutin multiracial en 1994, auront lieu le 22 avril, a annoncé hier le président Kgalema Motlanthe.

«Nous nous sommes mis d'accord sur cette date avec la Commission électorale et les chefs de gouvernement provinciaux», a déclaré M. Motlanthe devant le Parlement au Cap (sud-ouest).

Près de 22 millions d'électeurs seront appelés à renouveler l'Assemblée nationale et les Parlements des neuf provinces du pays lors de ces quatrièmes élections générales depuis l'avènement de la

démocratie. Les députés issus de ce scrutin éliront ensuite le président de la République.

Jacob Zuma, le chef du Congrès national africain (ANC) ultramajoritaire depuis 1994, fait figure de grand favori malgré une inculpation pour corruption.

Fort d'une légitimité tirée de la lutte contre le régime ségrégationniste, l'ANC a remporté avec 62,6 à 69,7 % des suffrages toutes les élections législatives depuis 15 ans.

Sa majorité pourrait cette fois être érodée par le Congrès du Peuple (Cope), parti formé par des dissidents de l'ANC après la révocation fin septembre de l'ancien chef de l'Etat Thabo Mbeki. L'ANC, qui regroupe des courants idéologiques très variés, s'est fortement divisé ces dernières

années entre partisans du populaire mais controversé Zuma et supporters de M. Mbeki, dont la politique a favorisé l'émergence d'une classe moyenne noire mais a laissé des millions de Sud-Africains dans la pauvreté. Quinze ans après la chute de l'apartheid, 43% des Sud-Africains vivent toujours avec moins de deux dollars par jour. En décembre 2007, M. Zuma a arraché la présidence du parti à son rival lors d'un congrès aux allures de révolution interne. Ses partisans n'ont alors eu de cesse de demander la démission du chef de l'Etat. Un jugement évoquant des «interférences politiques» dans les poursuites pour corruption contre leur leader — récemment renversé en appel — leur a fourni le prétexte et la direction de l'ANC a finalement

ordonné à Thabo Mbeki de quitter la présidence de la République en septembre dernier. Il a été remplacé par Kgalema Motlanthe, une figure conciliatrice qui devrait céder la place à M. Zuma après les élections.

L'ANC maintient en effet que son chef sera son candidat à la présidence malgré ses déboires judiciaires, arguant de la présomption d'innocence. La semaine dernière, un tribunal a fixé au 25 août la date de son procès pour corruption.

Rien dans la Constitution sud-africaine n'empêche les poursuites contre le chef de l'Etat.

M. Zuma est soupçonné d'avoir accepté, alors qu'il était vice-président (1999-2005) des pots-de-vin d'une filiale sud-africaine du groupe d'armement français Thalès.

ZIMBABWE

Le secrétaire général du MDC sera ministre des Finances

Le secrétaire général du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), principal parti d'opposition au régime du président zimbabwéen Robert Mugabe, sera le ministre des Finances du gouvernement d'union formé cette semaine, a annoncé hier le MDC.

Tendai Biti, qui a mené les négociations pour le MDC en vue de la formation de ce gouvernement, aura la tâche herculéenne de redresser une économie minée notamment par une hyperinflation inouïe, avec un taux annuel estimé à plusieurs milliards pour cent.

Il figurera parmi les 15 ministres issus du MDC dans un gouvernement d'union réparti à égalité entre l'ancienne opposition, majoritaire au Parlement depuis les élections générales du 29 mars 2008, et l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (Zanu-PF) de M. Mugabe. «Cette équipe aura pour tâche de

commencer à reconstruire notre pays pendant la période de transition», a déclaré le leader du MDC, Morgan Tsvangirai, en présentant ses ministres à la presse.

M. Tsvangirai doit prêter serment aujourd'hui, en tant que Premier ministre, aux termes d'un accord de partage du pouvoir signé le 15 septembre mais resté lettre morte depuis.

M. Mugabe, qui à 85 ans, dirige le pays d'une main de fer depuis l'indépendance en 1980, reste chef de l'Etat. Il avait été réélu en juin lors d'un scrutin entaché de violences, où il était seul en lice. Le très controversé ministre de l'Intérieur, qui

contrôle la police, sera partagé entre un député de premier rang du MDC, Giles Mutseyekwa, et un membre de la Zanu-PF dont le nom n'a pas encore été annoncé.

M. Mutseyekwa, ancien haut responsable de l'armée de l'air, avait été discrédité par le pouvoir il y a trois ans, accusé d'avoir comploté contre le chef de l'Etat.

Le délicat équilibre à l'Intérieur requiert «quelqu'un de fort, qui fera en sorte que son ministère respecte les libertés des Zimbabwéens», a déclaré M. Tsvangirai.

Le porte-parole du MDC, Nelson Chamisa, deviendra ministre des Sciences et de la Technologie, a-t-il ajouté.

De la mise en place d'un gouvernement d'union crédible dépend l'aide internationale dont le pays a un besoin urgent

pour reconstruire une économie en ruine. La production est au point mort, 94 % de la population est au chômage et une épidé-

mie de choléra due aux infrastructures déficientes a fait 3 400 morts et près de 70 000 malades depuis août.

Publicité

CONDOLÉANCES

Le directeur-général et l'ensemble du personnel de la société de gestion immobilière de la wilaya de Médéa «SOGESTIM SPA», très attristés par le décès de la mère de M. Zoukh Abdelkader, wali de la wilaya de Médéa, tiennent à lui présenter ainsi qu'à toute sa famille leurs sincères condoléances.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons».